



**DÉLÉGATION  
FRANÇAISE  
À L'ASSEMBLÉE  
PARLEMENTAIRE  
DE L'O.S.C.E.**

Paris, le 24 février 2021

---

*LE VICE-PRÉSIDENT  
DE L'ASSEMBLÉE  
PARLEMENTAIRE DE  
L'O.S.C.E.*

**BIRMANIE/CHINE : DROITS DE L'HOMME ET REALPOLITIK**

*REPRÉSENTANT SPÉCIAL  
POUR LES AFFAIRES  
MÉDITERRANÉENNES*

---

**Intervention de M. Pascal ALLIZARD**

*EUR\_2021\_077*

Chers Collègues,

Le coup d'État en Birmanie n'est pas seulement un ixième coup d'État dans la région, il révèle l'importance que la Chine a pris dans son environnement régional et il montre que tout ce qui se passe en Birmanie, aux portes de ses régions méridionales, est d'une importance capitale aux yeux de Pékin. La stabilité politique au Myanmar est pour la Chine la condition sine qua non d'une garantie de la poursuite sans encombre de ses investissements et de son emprise économique sur le pays. Impératifs géopolitiques et nécessités économiques se conjuguent ainsi dans le cadre d'une relation sino-birmane d'incomplète vassalisation. Pékin a-t-il considéré que le pouvoir d'Aung San Suu Kyi n'était plus suffisamment sûr pour ses ambitions ? C'est la question qui se pose aujourd'hui.

Pékin est en Birmanie le deuxième investisseur étranger derrière Singapour (lequel d'ailleurs bien souvent sert de paravent à d'autres groupes chinois). On sait que Pékin pousse une vingtaine de projets d'infrastructures tous libellés « *Belt and Road Initiative* » ou « Nouvelles Routes de la Soie » et que la Birmanie est, comme le Pakistan, stratégique pour Pékin qui veut créer un « couloir économique » et avoir un accès direct à l'océan indien. La Chine est donc omniprésente en Birmanie même si sa présence échappe aux yeux des médias et des Occidentaux. Au printemps 2020, la Chine a accordé son partenaire birman une enveloppe budgétaire de 5,5 milliards d'euros pour financer les projets d'infrastructures, qui vont d'un port en eau profonde à une ligne ferroviaire en passant par un pipeline, une centrale hydroélectrique ou encore une zone économique spéciale. Au lendemain des élections législatives de novembre favorables à Aung San Suu Kyi, la Chine a rappelé officiellement combien les autorités chinoises étaient attachées à voir avancer leurs projets, quel que soit le contexte politique. Cela était-il nécessaire ? Plusieurs semaines après le coup d'État, Pékin a fait savoir officiellement qu'il n'y était pas impliqué. Pourquoi ?

En réalité, les Chinois ne se sont pas gênés par le coup d'État parce que leurs relations avec les militaires étaient bonnes avant le partage du pouvoir avec les civils. Ensuite parce qu'à partir du moment où la transition actuelle s'effectuerait sans répression massive, sans bain de sang sans trop émotion dans l'opinion publique internationale, le contexte politico-économique reste acceptable pour Pékin. La Chine est même probablement satisfaite de l'arrivée en Birmanie d'un pouvoir fort et non démocratique, plus soucieuse de Realpolitik que des Droits de l'homme, une situation plus facile à gérer pour Pékin.

Pourtant les cinq dernières années de pouvoir de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) sous la direction d'Aung San Suu Kyi ont permis à Pékin de réaliser son programme économique stratégique. Aung San Suu Kyi s'est rendue assez fréquemment à Pékin et a fait allégeance en acceptant la nécessité de poursuivre les relations d'amitié avec la Chine pour le développement économique du Myanmar. Les relations économiques bilatérales se sont considérablement améliorées sous le gouvernement de la LND et le Myanmar a participé au projet des Nouvelles Routes de la soie. Le gouvernement d'Aung San Suu Kyi a signé le Partenariat économique régional global (RCEP), un accord de libre-échange auquel la Chine porte un grand intérêt. Où donc était le problème ? On s'interroge. Il faut croire qu'un pouvoir fort comme celui de Pékin ne veut pas d'une démocratie dans son arrière-cour.